

Le pouvoir burundais fait descendre les femmes dans les rues

PANA, 26 février 2017 Mobilisation des femmes contre l'impunité au Burundi Bujumbura, Burundi - Les passions ne retombent pas une semaine après le quatrième round des pourparlers inter-burundais de paix auxquels la médiation tanzanienne avait convié, du 16 au 18 février, à Arusha, dans le nord de la Tanzanie, des opposants politiques poursuivis par la justice, poussant le Forum national des femmes (réputé proche du pouvoir) à organiser, samedi, des marches-manifestations contre l'impunité à travers tout le Burundi. a-t-on constaté.

Les opposants, dont une trentaine d'entre eux sont poursuivis en exil par des mandats d'arrêt internationaux, doivent plutôt répondre devant la justice, aux yeux du forum national des femmes, de leur rôle présumé dans le "mouvement insurrectionnel" contre le troisième mandat controversé de 2015 et la tentative de putsch manqué qui s'en était suivie. C'est le président en exercice du Conseil national pour la défense de l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la réconciliation et la défense de l'Etat de droit (CNARED), Jean Minani, qui avait conduit à Arusha la délégation de cette principale plate-forme de l'opposition basée principalement en Belgique, l'ancienne puissance tutrice du Burundi. Les laborieux pourparlers inter-burundais de paix sont conduits depuis une année par l'ancien président de la Tanzanie, Benjamin William Mkapa, avec un mandat de la Communauté d'Afrique de l'Est. Le pouvoir burundais avait aussi manifesté son mécontentement en refusant de prendre part aux derniers pourparlers du fait de leur organisation sans consultation préalable, notamment sur la liste des participants et l'agenda des discussions. Des organisations de la société civile locale, également réputées proches du pouvoir, avaient orchestré, en fin de semaine dernière, des marches-manifestations similaires, sans toutefois aller jusqu'à récuser la médiation. Le pouvoir et ses alliés sont encore échaudés par la demande insistante de l'opposition d'un gouvernement de transition chargé d'organiser de nouvelles élections "plus consensuelles" que celles de 2015 à l'origine de la crise politique du moment au Burundi. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a rejeté, vendredi, une telle éventualité, en rappelant, dans un meeting populaire au nord-ouest de Bujumbura, que le peuple burundais avait voté en 2015, sans équivoque, en faveur des institutions actuelles, de la base au sommet. Un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la sous-région doit encore se réunir avant la fin de ce mois pour plancher sur la difficile et complexe crise burundaise, avait indiqué la médiation à la clôture en queue de poisson des pourparlers inter burundais de paix, tenus du 16 au 18 février dernier.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});